

Grèce : un nouveau « bloc historique » contre l'austérité et pour une alternative ?

jeudi 16 juin 2011, par [SOTIRIS Panagiotis](#) (Date de rédaction antérieure : 13 juin 2011).

La seule façon de décrire les récents développements socio-politiques en Grèce consiste à les caractériser comme une insurrection populaire pacifique. Les rassemblements massifs sur les places centrales des principales villes grecques continuent à dicter l'élan du mouvement. Le dimanche 5 juin, Athènes et les principales villes de Grèce ont connu les plus grandes mobilisations de masse de leur histoire récente. Plus de 100'000 manifestants se sont réunis sur la Place de la Constitution (Syntagma) à Athènes. Des dizaines de milliers ont fait de même à Thessalonique. Et des milliers d'autres ont manifesté dans de très nombreuses villes grecques. C'est une expérience unique de mobilisation sociale et une forme originale de protestation populaire qui combine des rassemblements de masse avec un processus de discussions démocratique au moyen d'assemblées populaires.

Ce qui est plus important, c'est que ces manifestations et assemblées comme un point de ralliement non seulement pour les personnes qui ont déjà pris part à des manifestations, à des grèves, à des mouvements sociaux au cours des mois passés – à l'occasion de la grande vague de protestation sociale qui répondit au programme d'austérité –, mais aussi pour d'autres personnes qui jusqu'à maintenant s'étaient abstenues de participer à des actions de masse.

Ce mouvement repose sur des expériences collectives de lutte au cours des années passées, telles que l'explosion de la jeunesse en décembre 2008, les grèves générales d'ampleur au printemps 2010, les grandes grèves dans le secteur des transports publics au cours de l'hiver 2010-2011, le combat héroïque de la population de Keratea, une petite ville qui se trouve dans le département d'Athènes (Attiki) et dont la population a lutté avec succès contre les forces de sécurité, s'opposant à des plans de l'Etat grec qui [depuis 2003] voulait faire d'une partie de la région (Omvriokastro) une décharge publique, désastreuse pour l'environnement. En même temps, des personnes sans expérience de lutte ont rejoint les nouvelles protestations du début juin, qui ne sont pas une simple imitation des manifestations et occupations dites du 15 mai en Espagne, mais qui expriment une forme de lutte plus étendue et ayant des racines plus profondes dans la société grecque.

La composition de ce mouvement est un changement important avec les luttes passées parce qu'elle met encore plus en évidence la crise ouverte de représentativité et de légitimité non seulement du gouvernement du PASOK (parti social-démocrate), mais aussi de toute la scène politique. La crise sociale, que le programme d'austérité a engendrée, se transforme actuellement en une crise politique. Nous avons atteint actuellement un point de rupture pour ce qui a trait aux rapports de force. Les mesures successives d'austérité ont miné le niveau de vie de base ; la montée du chômage, spécialement du chômage jeune, s'y ajoute ; l'annonce d'un pillage complet des biens publics au travers d'un programme de privatisations massif est un nouveau choc ; à cela s'ajoute l'appréhension qu'il n'y a pas de voie de sortie du cercle vicieux de la dette, de l'austérité et d'une récession plus profonde ; tout cela a séparé la vaste majorité de la population du PASOK et du système politique en général. Les rassemblements de masse, avec leur ouverture démocratique et le fait qu'ils apparaissent différents des syndicats et des partis traditionnels, ont fonctionné comme un débouché pour la colère et la frustration. Le peuple refuse d'être gouverné d'une telle façon et le gouvernement est incapable de le gouverner. Cette définition classique d'une crise politique est

complètement manifeste en Grèce.

Les jeunes ont joué un rôle important dans les développements de ce mouvement. Mais ce n'est pas un mouvement de jeunesse. Les jeunes ont été un bras de levier pour organiser les assemblées en utilisant les réseaux sociaux, en diffusant les informations, en se proposant comme volontaires afin d'organiser ces assemblées, mais les manifestations et les assemblées constituent le point de ralliement de toutes les générations.

Bien que pas très articulées en termes de programme politique traditionnel, ces protestations sont profondément démocratiques, radicales et substantiellement anti-systémiques. Elles représentent un fort désir de changement politique ; elles traduisent la revendication pour des emplois sûrs, pour une dignité au travail, pour une démocratie authentique et pour une souveraineté populaire contre la tentative de mettre en place des mesures dictées par l'Union européenne, le FMI et la Banque centrale européenne. Elles rejettent la tentative présente d'un modèle extrême d'ingénierie sociale que le gouvernement grec et la « troïka » (UE, FMI, BCE) ont cherché à mettre en œuvre. Peut-être est-ce l'expérience de l'attaque la plus agressive contre les droits sociaux qu'un pays européen a connue depuis les « thérapies de choc » au début des années 1990 dans les pays de l'Est. Y compris l'utilisation de drapeaux grecs dans les manifestations - une pratique que certains secteurs de la gauche ont mal interprétée comme étant du « nationalisme » - est l'expression du besoin d'une souveraineté populaire, d'une cohésion sociale et d'une dignité collective.

Toutefois, ce mouvement a au moins une demande centrale : que ne soit pas soumis au vote [le gouvernement a envisagé un référendum si la « troïka » accorde un « nouveau prêt »] le programme économique à moyen terme et que soit mis fin à toutes les politiques dictées par l'UE et le FMI. Cela est accompagné par le refus de la population de payer la dette qu'elle n'a pas créée. « Nous ne sommes pas redevables - nous ne devons pas vendre - nous ne devons pas payer », cela a été un slogan très populaire et très répandu sur les pancartes, banderoles et les autocollants. C'est exactement le contraire du chantage idéologique constant effectué par le gouvernement et les mass media avec la formule « Nous partageons ensemble le repas ». Les gens ont réalisé que les raisons de la crise de la dite dette souveraine ne résident pas dans les salaires des fonctionnaires ou dans les dépenses sociales, mais dans la défiscalisation du monde des affaires, dans les prix gonflés de travaux publics inutiles (comme ce fut le cas pour les Jeux olympiques de 2004), dans les dépenses militaires très élevées et finalement dans la camisole de force financière et monétaire appliquée au travers de la participation à l'Eurozone. C'est pourquoi la revendication pour un arrêt immédiat du paiement de la dette et l'annulation de la dette est un point de référence qui unit les personnes, conjointement au rejet de l'austérité et des privatisations. Il est aussi important de souligner que, contrairement à l'opinion populaire traditionnellement en faveur de l'UE, de plus en plus de gens commencent à mettre en question la participation de la Grèce à l'Eurozone. Le retrait de l'euro est ouvertement discuté par les gens au lieu d'être rejeté a priori comme c'était la norme jusqu'à récemment.

Politiquement, ce mouvement est unifié autour de la demande : qu'ils s'en aillent tous maintenant. C'est un rejet non seulement du PASOK, mais de ce qui est perçu comme l'establishment politique. Voilà pourquoi il y a dans l'imaginaire collectif de ce mouvement un attrait pour les images de la Tunisie, de l'Égypte ou de l'Argentine (2001), avec le départ humiliant des premiers ministres.

Il est aussi important de souligner que si nous examinons ce qui se passe en Grèce en relation avec le printemps arabe et ses insurrections populaires, avec la nouvelle qualité de la contestation sociale en Grande-Bretagne contre les coupes sociales et l'augmentation des frais d'inscription universitaires, ou de l'occupation du Palais gouvernemental (Capitol) dans le Wisconsin, nous pouvons voir là les premiers signes d'une nouvelle phase historique marquée par la possibilité d'événements insurrectionnels.

Il est vrai que ce mouvement a manifesté une forte suspicion à l'égard des partis politiques, une suspicion aussi dirigée vers les partis de gauche. Mais avant de juger cette attitude anti-politique, nous devons aussi prendre en considération que la majorité des partis politiques grecs sont associés avec les politiques néolibérales injustes, avec la manipulation des médias, avec la corruption et les liens étroits entre eux et le grand business ; et finalement il faut noter leur attitude servile face aux organisations financières internationales. A la lumière de ce qui est dit ci-dessus, on peut affirmer que cette attitude « anti-politique » constitue exactement la fondation d'un authentique processus de politisation radical, le début pour une action politique alternative, pour une démocratie directe et pour un changement social radical.

C'est la raison pour laquelle on est témoin d'une expérience unique de démocratie à l'œuvre sur les places des villes grecques. Les assemblées massives, avec leurs règles très strictes concernant l'égalité du temps de parole et les décisions collectives, ne laissent pas de place pour la démagogie traditionnelle. Cela fournit un paradigme alternatif aux procédures d'élaboration de revendications politiques et de définition de stratégie. En même temps se met en place un nouveau paradigme d'auto-organisation et de solidarité. Si les formes potentielles de « dualité de pouvoir » doivent toujours être le résultat d'un processus de créativité collective, alors nous faisons l'expérience du début d'un tel processus.

L'attitude de la gauche grecque a été contradictoire. Au début se manifestait un scepticisme ample, résultat d'une longue tradition consistant à traiter les mouvements sociaux comme le résultat d'initiatives politiques ou partisans et de leurs projets. Spécialement le Parti communiste (KKE) - malgré une rhétorique fortement anticapitaliste il manifeste toujours des soupçons envers les mouvements qu'il ne contrôle pas et a une tactique sectaire croissante - a mis l'accent sur le fait que le mouvement n'était pas assez « politique ». D'autres tendances de la gauche telles que SYRIZA (coalition de la gauche radicale) ou ANTARSYA (front de la gauche anticapitaliste) ont manifesté leur soutien au mouvement mais ont approché ce mouvement de masse de manière peu aisée, combiné avec un certain rejet propre à un discours traditionnel de l'extrême gauche.

Le gouvernement grec essaie d'avancer avec les mesures d'austérité, malgré la perte de toute légitimité. En même temps, les autres gouvernements européens et la machine de l'Union européenne fonctionnent comme si rien ne se passait. Toutefois, je pense qu'ils ne peuvent pas cacher leur anxiété. Il est évident que toute tentative d'appliquer ces politiques conduira à rendre la situation de plus en plus explosive. En même temps ils craignent que tout changement ou report dans l'application des mesures d'austérité pourrait avoir des effets déstabilisateurs à l'échelle de toute l'UE. Voilà pourquoi leur principal objectif est de faire passer le Programme à moyen terme par le parlement grec avec, en retour, un nouveau « paquet d'aide ». Ils savent que le gouvernement du PASOK ne sera pas capable de faire face à la pression de la colère sociale et de la révolte. Mais ils espèrent qu'en choisissant cette voie ils ligoteront tout futur gouvernement. Voilà pourquoi ils font pression sur le parti conservateur de la Nouvelle Démocratie afin qu'il offre son soutien aux mesures et qu'il aide à créer un climat de consensus. Jusqu'à maintenant, la Nouvelle Démocratie a évité de soutenir ouvertement le gouvernement, mais en même temps ce parti a cherché à calmer les représentants du capital en présentant son propre programme qui leur est très favorable.

A la lumière de ce que nous avons exposé, l'objectif le plus urgent et immédiat du mouvement est de faire croître la protestation à une hauteur telle qu'il serait impossible pour le gouvernement de voter le Programme à moyen terme, gouvernement qui alors probablement devrait démissionner face à la révolte sociale. La chute du gouvernement sous l'effet d'un tel mouvement social pourrait ouvrir la voie à des changements sociaux et politiques de plus grande ampleur. Dans de telles circonstances, la gauche ne peut pas se payer le luxe de simplement articuler des revendications pour la résistance. Le développement effectif de ce mouvement [des indignés] crée les conditions pour une alliance sociale potentielle des forces du monde du travail avec les jeunes et d'autres couches des classes

subalternes. Il ouvre la voie pour l'émergence d'un nouveau « bloc historique ». En même temps, la crise politique ouverte et la possibilité d'une chute du gouvernement sous la pression du mouvement social inaugurent une conjoncture totalement différente pour ce qui a trait aux relations de la gauche avec le pouvoir politique. La gauche a la possibilité d'apparaître comme une force contre-hégémonique, pour autant qu'elle abandonne aussi bien ses illusions réformistes dans un possible « gouvernement progressiste » que son sectarisme verbal traditionnel. Et qu'elle combine sa participation dans le mouvement de masse avec une série de demandes transitoires telles que l'arrêt immédiat du paiement de la dette et l'annulation de la dette ; la sortie de la Grèce de l'Eurozone et potentiellement de l'UE ; la nationalisation des banques et des infrastructures stratégiques et la redistribution radicale des revenus en faveur des salariés, revendication qui offre la possibilité d'une alternative anticapitaliste.

Nous vivons une expérience où l'histoire est en train de se faire. Espérons que le résultat sera le contraire des politiques néolibérales de destruction sociale et l'ouverture de la possibilité d'alternatives radicales au plan social et politique.

Panagiotis Sotiris

P.-S.

* Paru sur A l'Encontre. Traduction A l'Encontre.

* Panagiotis Sotiris est enseignant au Département de sociologie, University of the Aegean (Université de l'Egée).